

**GOUVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT EN RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO :**
**Nécessité de changement de paradigme de production pour
une économie forte et intégrée**

Par

**Blaise NTWA AKPASENJIBE, Pétillon MUNDIA NEKE
et Bernard IMBOLO EFAKA**

Doctorants en Sciences Politiques et Administratives à l'Université de Kinshasa

RÉSUMÉ

Le développement de la République Démocratique du Congo dépend de sa gouvernance ou mieux de son système socio-politique et économique mis en place. Ainsi, il ressort de notre observation que vu ses énormes potentialités et sa situation géographique au cœur de l'Afrique, aucune raison ne pourra justifier la précarité et le sous-développement dans lesquels vit la population congolaise. Cette triste réalité est due à la mauvaise gouvernance ou manque d'ingéniosité. Bien que potentiellement riche, l'économie congolaise est extravertie, tributaire du secteur minier, et fortement dépendante des intrants et des produits de première nécessité et des denrées de base importés. Ainsi, contre n'importe quelle crise, son économie a tendance à se fragiliser.

Fort de ce constat, cette étude se propose d'analyser, comprendre et démontrer les facteurs explicatifs du sous-développement de la République Démocratique du Congo afin d'y réfléchir profondément pour sa voie de sortie.

Les lecteurs découvriront sans ambages qu'après plusieurs tentatives de relance des politiques publiques de développement en République Démocratique du Congo depuis son accession à l'indépendance jusqu'à ce jour, elles produisent les mêmes tares. Ainsi, le paradigme de production et de développement mérite ici les ajustements de valeurs et de tailles ou carrément doit être changé au regard de sa potentialité énorme.

Mots-clés : Gouvernance, Développement, Sous-développement, tiers-monde

ABSTRACT

The development of the Democratic Republic of Congo depends on its governance, or rather its socio-political and economic system. Thus, our observation shows that given its enormous potential and its geographical location in the heart of Africa, no reason can justify the precariousness and underdevelopment in which the Congolese population lives. This sad reality is due to bad governance or lack of ingenuity. Although potentially rich, the Congolese economy is extroverted, dependent on the mining sector, and highly dependent on imported inputs and staples. Thus, against any crisis, its economy tends to become fragile.

Based on this observation, this study proposes to analyze, understand and demonstrate the factors that explain the underdevelopment of the Democratic Republic of Congo in order to reflect deeply on its way out.

Readers will discover without ambiguity that after several attempts to revive public development policies in the Democratic Republic of Congo since its accession to independence until now, they produce the same defects. Thus, the paradigm of production and development deserves here adjustments of values and sizes or must be changed in view of its enormous potentiality.

Keywords: Governance, Development, Underdevelopment, Third World

INTRODUCTION

Le développement économique est une préoccupation majeure des pays en voie de développement en général et de la République Démocratique du Congo en particulier. Il est essentiellement un processus visant à améliorer la vie des individus en leur procurant plus des biens et services. Cette démarche se fait accompagner par des mesures d'accroissement de la seule production économique fondée sur les facteurs classiques, tels quantité de capital, de travail ou encore la productivité et l'innovation pour la plupart des modèles de croissance économique, que soit de Harrod-Domar, ou celui de Solow axé sur ces mécanismes et variables essentielles. C'est dire que le développement d'un Etat est fonction de sa vision ou mieux de son système socio-politique et économique mis en place. En claire, le développement d'un pays est le résultat d'une bonne gouvernance.

De partout le monde, la mal gouvernance, la pauvreté et le sous développement sont largement partagés en Afrique. Ainsi, la recherche des solutions efficaces et durables à la mal gouvernance et à la pauvreté doit être au centre des actions des Etats et de tous les acteurs de développement.

Les Etats africains étant consubstantiels, l'Etat congolais ne pourra nullement faire l'exception. Elle est caractérisée par une mauvaise gouvernance à outrance. Conséquence, elle demeure dans le carcan de sous développement. Ceci pourrait également être dû à son système politique et économique hérité de l'époque colonial qui est inadapté.

La question du développement de la République Démocratique du Congo a été abordée maintes fois dans les études antérieures par plusieurs auteurs dont la Banque mondiale à travers sa réflexion, intitulée « *Résilience d'un géant Africain : accélérer la croissance et promouvoir l'emploi en RDC* »¹, qui expose les

¹ www.google.com/search?client=ms-opera-mini-android&eq=Banque=mondiale+%3A+r%3A9siliencie+d%27un+g%C3%A9ant+Africain%3A+acceler+croissance+et+promouvoir+I%27emploi+en+Rdcongo&aqs=mobile-gws-lite.&source=hp&qt=Banque+mondiale+%3A+r%3A9siliencie+27un+g%C3%A9ant+Africain%3A+acceller+la+croissance+et+promouvoir+I%27emploi+en+Rdcongo

obstacles empêchant le décollage économique de la RDC. Pour l'auteur, trois principaux éléments freinent la croissance économique ou le développement : « l'inefficacité de l'Etat, le déficit d'infrastructures, la faiblesse du secteur privée »².

Un autre son de cloche vient de Joël LISENGA BOLILA dans son ouvrage intitulé « le leadership politique et le sous-développement en République Démocratique du Congo. La ville de Kisangani et ses élites postcoloniales »³. Il trouve le problème de sous développement de la RDC ailleurs. Ainsi, il a abordé cette question sous l'angle de leadership dans un contexte sociopolitique de la ville de Kisangani où il y est observé une lutte acharnée et persistante entre le leadership politique et le développement de la RDC ayant contribué significativement au sous-développement. Ainsi, son étude met en corrélation les principaux indicateurs de cette lutte pour le leadership et leurs conséquences sur le développement, depuis l'accession du pays à l'indépendance (1960) jusqu'à la fin de la première phase de transition en 1997. Ainsi, l'auteur conclut que la lutte de leadership est un des facteurs explicatifs de sous-développement de la République Démocratique du Congo. Autrement dit, les élites politiques ont consacré plus leur temps aux querelles sociopolitiques en lieu et place de se concentrer aux vrais problèmes qui bloquent le développement et d'y réfléchir profondément pour son développement.

De son côté, Angélie MAFIKIRI TSONGO dans son étude, intitulée « *Gouvernance et acteurs de développement. Région de Butembo RD Congo* »⁴ n'aborde pas cette question comme Joël LISENGA BOLILA qui trouve les explications du sous-développement de la République Démocratique du Congo dans les querelles sociopolitiques entre les élites politiques en quête du positionnement tout en oubliant les questions d'intérêt général susceptibles d'amener au développement. L'auteur examine la dynamique de développement de la région de Butembo, conjonction des facteurs nombreux. Dans son analyse, il estime que la prospérité dans la région de Butembo est liée à plusieurs éléments dont son histoire, ses activités agricoles, son commerce, sa position géographique à proximité de la frontière ougandaise, le développement des activités formelles et informelles, d'import et export des matières précieuses contre des produits manufacturés ainsi que les valeurs culturelles et anthropologiques locales. Ainsi, l'auteur y voit une gestion

² *Idem.*

³ Lire Joël LISENGA BOLILA, *Le leadership politique et le sous-développement en République Démocratique du Congo. La ville de Kisangani et ses élites postcoloniales*, Paris, L'Harmattan, 2021.

⁴ Angélie MAFIKIRI TSONGO, *Gouvernance et les Acteurs de développement de la région de Butembo/ RD Congo*, Paris, L'Harmattan, 2021.

caractérisée par une gouvernance libérale et un esprit d'entreprise généralisé surtout dans le domaine du commerce local.

A la différence de ces auteurs ci-haut cités dont chacun trouve les facteurs explicatifs du sous développement de la République Démocratique du Congo, de notre côté, nous avons ciblé le système socio-politique et économique congolais comme l'un des facteurs explicatifs du sous développement de la République Démocratique du Congo qui nécessite les ajustements de parcours pour des nouveaux repères. Autrement dit, il s'agit ici du problème de la mauvaise gouvernance. A ce titre, le professeur Georges WETSHODIMA dit : « *les pays en voie de développement sont, en grande partie responsables de leur misère économique et sociale* »⁵. Poursuit-il en disant, « *les facteurs endogènes qui les maintiennent dans cet état sont entre autres : la corruption généralisée qui lamine et gangrène les sociétés et Etats du tiers monde, créant ainsi la mal gouvernance ; la gabegie, le népotisme, le clientélisme, le détournement des deniers publics, l'impunité* »⁶. Ceci étant, il y a nécessité de repenser le système socio-politique congolais à même d'amener à une croissance économique, synonyme de production et de développement.

Mais avant toute chose, entendons-nous bien sur le sens des mots et sur les réalités qu'ils couvrent singulièrement en République Démocratique du Congo.

1. De la Gouvernance

Le concept gouvernance et terme bonne gouvernance sont difficiles à cerner en raison du caractère fluctuant de leur contenu. Elle est la traduction du terme anglais de « *governance* » qui signifie la gestion des affaires publiques.

La gouvernance apparait comme étant un concept multidimensionnel qui intègre à la fois les préoccupations d'ordre politique, idéologique, économique, social, culturel et éthique.

Sans qu'il ne soit besoin de s'appesantir sur une définition terminologique de la gouvernance, il convient de reconnaître qu'elle s'apprécie à l'analyse d'un certains nombre d'éléments dont les principaux peuvent être regroupés en cinq (5) catégorie, à savoir :

- ✓ « *La nature du régime politique et la manière dont l'autorité s'exerce dans la société ;*
- ✓ *La qualité de la gestion des affaires publiques par l'Etat, directement ou indirectement, ainsi que celle des instruments de la régulation et de leur mise en pratique ;*

⁵ Georges WETSHODIMA YOLE YALONGA, Notes du séminaire des problèmes de développements des pays du tiers-monde, 3^{ème} Cycle SPA, FSSAP, UNIKIN, 2021-2022, inédit.

⁶ *Idem.*

- ✓ *Les voies, moyens, mécanismes et processus à travers lesquels l'autorité de l'Etat s'exerce dans tous les domaines, politique, économique, social et culturel, ainsi que le degré d'implication et de responsabilisation des citoyens ;*
- ✓ *La capacité des gouvernements et des administrations publiques à exercer leurs fonctions de façon effective, efficience si possible, ainsi que la qualité de leur prestation. Cette qualité est généralement appréciée à travers la conception, la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et programmes ;*
- ✓ *La place et le rôle du secteur privé, de la société civile et des citoyens des sexes différents »⁷. C'est donc, à l'évidence, un concept fluide et dynamique.*

Outre la manière d'organiser l'exercice de l'autorité ci-dessus signalée, ce sont les processus décisionnels, les interrelations entre les différents partenaires, les mécanismes de négociation et de défense des divers intérêts, les voies et moyens utilisés pour l'accomplissement du bien commun, ...ainsi que la place et le rôle de la personne humaine dans tout le processus qui fournissent les indications les plus significatives pour le qualifier. C'est à partir de cette qualification qu'intervient la notion de « *bonne gouvernance* ». Bref, gouvernance est un concept pluriel. Elle est ainsi toujours qualifiée. Elle est aussi une charge qualitative indéniable, bien qu'elle soit mesurable en termes d'acquis et de comportement, politique, institutionnel, social et économique.

Les invariants de la bonne gouvernance dans tous les Etats peuvent être : la démocratie fiable, un dialogue organisé entre les acteurs du jeu politique, faire un état de lieu sur la nation, allocation efficace des ressources publiques, lutte anti corruption, justice dans toutes ses acceptions, matérialisation des bonnes politiques économiques et financière, renforcement des capacités institutionnelles et privés et publiques.

2. Développement

Le développement est un concept multidimensionnel qui apparait à la fois comme un problème toujours actuel et comme un souci constant de l'humanité. La question du développement est donc récurrente. Elle est posée à tout moment et en toute circonstance. Le développement est différemment défini, mais nous ne retiendrons ici que trois définitions en raison de concision.

Le développement est l' « *ensemble des transformations techniques, sociales et culturelles qui permettent l'apparition et la prolongation de la croissance économique ainsi que l'élévation des niveaux de vie* »⁸.

Selon HIGGIS, « *le développement est un accroissement manifeste dans le revenu total et le revenu moyen par tête qui fusait largement parmi les groupes professionnels*

⁷ Africa-in wikipédia, « Bonne gouvernance principes sous-jacents », consulté le 18/06/2022 à 10h41'.

⁸ CAPUL J.Y., *et alii.*, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Paris, Hatier, 2005, pp.312-313. P135.

et sociaux qui durent au moins deux générations et deviennent cumulatif »⁹. Pour cet auteur, pour qu'il ait le développement, il faudra qu'il ait une augmentation du revenu total et moyen visible.

De cette définition, sortent deux idées forces ajoutées à celle de simple croissance pour la meilleure compréhension du développement :

L'idée de division des accroissements des revenus parmi les groupes sociaux. C'est-à-dire, il faut que ce revenu augmenté soit partagé par tête des habitants.

L'idée de durée et de caractère cumulatif.

Pour François Perroux, « le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à accroître cumulativement et durablement son produit réel global »¹⁰. Pour cet auteur, il y a deux éléments qui sont les changements mentaux et sociaux qui impliquent le développement.

L'ordre de priorité à ce fait est inversé et l'accent est plus mis sur les changements des structures, les modifications sociales qui conditionnent la croissance dit-il. Ce même auteur va un peu plus loin pour définir le développement et le sous développement en faisant référence aux besoins fondamentaux de l'homme. Ainsi pour reprendre son idée forte, le développement, « c'est nourrir les hommes, soigner les hommes, instruire les hommes ou pour donner à cette idée une formulation moins passive, le développement c'est le fait que les hommes se nourrissent mieux, se soignent mieux, connaissent mieux ». C'est donc ça les besoins fondamentaux de l'homme.

3. Tiers-monde

« Le tiers monde est une expression née en 1952 dans la bouche de l'économiste français Alfred SAUVY. Il désignait ainsi les pays non industrialisés en référence au tiers état sous l'ancien régime français. Le tiers était cette franche de la population écartée des privilèges de la noblesse et du clergé »¹¹. On l'appelle de fois, les pays en voie de développement ou à faible revenu. Ainsi, « Ce bloc comprend tous les pays dits sous développés de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique du sud ou centrale qui ont une faible croissance du produit Intérieur Brut, qui sont peu industrialisés, qui connaissent des structures au fonctionnement archaïques, bref où la population vit dans une extrême pauvreté »¹². Certes, ces pays marchent sur base des structures archaïques, raison pour laquelle nous proposons un modèle de réflexion tenant compte du dynamisme mondial actuel. Il s'agit bel et bien du nouveau

⁹ HIGGINS, « Economie du développement (1959) », consulté en ligne le 04/08/2015 à 16h22'.

¹⁰ http://www.memoireonline.com/05/07/471/m_developpement-humain-dans-les-pvd1.html, consulté le 04/08/2015 à 15h45'.

¹¹ https://www.journalsdunet.fr/business/dictionnaire-économique-et-financier/1199067-tiers-monde-définition_traduction-et-synonymes

¹² Georges WETSHODIMA YOLE YALONGA, *op. cit.*

paradigme de production capable de sortir l'Etat congolais de l'ornière du sous développement pour un développement durable et équilibré.

Cependant, ces structures archaïques ou le modèle de gestion hérité de l'époque colonial constituent l'un des problèmes de développement des pays du tiers-monde pris collectivement et la République Démocratique du Congo singulièrement.

Excepté l'aspect du sous développement ci-haut évoqué, il en existe plusieurs autres qui entravent le développement de la RDC, à savoir :

- Le problème ou absence de la paix et de la sécurité ;
- Le problème de la gouvernance ;
- Le problème de la démographie ;
- Le problème de la fragilité des systèmes socio-politique et économique;
- Le problème de la dépendance des Etats du tiers monde vis-à-vis de l'Occident et des Etats émergents ;

Tous ces problèmes réunis, mettent les Etats du tiers monde dans le carcan du sous développement.

Tout ou beaucoup reste à faire pour que l'Etat congolais rattrape le reste du monde, dans le chemin d'une bonne gouvernance qui assure le développement, en éliminant les fragilités, la pauvreté, la dépendance,...à travers le changement de paradigme de production de son économie qui est de rente.

La République Démocratique du Congo a-t-elle les moyens pour sortir de la fragilité, la pauvreté et de son sous-développement ? Que faut-il faire pour sortir de l'économie de rente et de l'ornière du sous-développement ?

I. ETAT DES LIEUX ET VOIES DE SORTIE DU SOUS DÉVELOPPEMENT

Doté des potentialités naturelles du sol et du sous sol exceptionnelles, l'Etat congolais se cherche encore politiquement, économiquement et culturellement depuis son accession à l'indépendance.

Politiquement, la paix qui est un des facteurs de développement est à chercher depuis la nuit des temps en République Démocratique du Congo. On y trouve des conflits multidimensionnels et récurrents.

La démocratie sort difficilement des cendres de la dictature. Plus de 60 ans après son accession à l'indépendance jusqu'à ce jour, via le vent de la démocratisation qui a suscité l'espoir par les transitions démocratiques des années 1990, l'Etat congolais fait toujours face à la question de l'alternance démocratique. Les tentatives des réponses par des coups d'Etat, des conflits armés ou des compromis politiques autour du « ventre »¹³ ont montré leurs

¹³ Lire Jean-François BAYART, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, 1989.

limites. Ces pratiques ont plongé plutôt les pays dans des chaos généralisés. Les processus de reconstruction sont menés aux forceps d'une « *pax democratia* » dictée de l'extérieur qui guérit mais fragilise. La démocratie négociée par le « haut », du seul point de vue institutionnel, relève du mirage¹⁴. Ceci, du fait des nouveaux pouvoirs issus d'une démocratie de façade qui veulent se maintenir par la fraude et l'argent. Ainsi, « *l'irréversibilité de la démocratie politique naissante reste la préoccupation majeure d'une bonne gouvernance en République Démocratique du Congo. Le pouvoir personnel, l'argent et les conflits tribalo-ethniques, la corruption et l'envie de la survivance politique par tous les moyens empêchent souvent l'expression libre, transparente et sincères des suffrages* ¹⁵ ». Tout ceci est aussi considéré comme le lit de la déstabilisation continue de la paix en RD Congo. A cela s'ajoute la main noire pernicieuse des pays du nord sur ceux du sud pour la conservation de privilèges économiques et stratégiques.

Ainsi donc, il faut naturellement accepter que le niveau prioritaire de bonne gouvernance du pays demeure la pérennité de la paix, de la stabilité et du respect de la démocratie à l'intérieur du pays et entre les Etats de la région et de la sous-région. C'est autant dire, il faudra que les élites politiques et intellectuelles fassent preuve d'une lucidité historique et relèvent le défi de la paix, de la démocratie afin qu'il soit né le sentiment de vouloir vivre collectif et de s'identifier à un seul peuple déterminé à vaincre la pauvreté et tous ce qui servent de lit de sous-développement pour migrer vers le développement durable.

Nous notons que l'économie de la République Démocratique du Congo était sous ajustement pour inverser le recul économique des années 80 et stimuler par la suite la croissance. Des réformes économiques ont été menées pour booster la croissance du PIB et restaurer le cadre macro-économique, relancer l'agriculture (cas de parc agro industriel de Bukanga-Lonzo), réduire le déficit budgétaire, encourager la concurrence, réduire l'intervention de l'Etat congolais sur le marché en supprimant notamment les offices de commercialisation, en privatisant les entreprises publiques commerciales, etc.

Au demeurant, les résultats de toutes ses réformes ont été mitigés et le pays demeure dans le carcan de sous développement. Voilà pourquoi cette étude propose un nouveau modèle d'analyse qui exige le changement de paradigme de production en s'appuyant sur le modèle de production axée sur la diversification de l'économie nationale.

¹⁴ Lire Francis AKINDÈS, *Les mirages de la démocratie en Afrique subsaharienne francophone*, Codesria, 1995.

¹⁵ www.internaconsocialista.org/comtes/africa/prioritate-socialitas-en-africa-reunion-de-le-en-niger/introduction-bonne-gouvernance-et-le-developpement-economique.

II. DU CHANGEMENT DE PARADIGME DE PRODUCTION EN RDC POUR SON DÉVELOPPEMENT ET INTÉGRATION

Au vu de sa potentialité multiple et incommensurable, la République Démocratique du Congo, est un Etat qui a tous les moyens susceptibles de l'aider à sortir de son carcan de sous développement. Avec une gouvernance saine, elle peut devenir une puissance si pas régionale mais sous régionale. Il faut aux congolais, une prise de conscience de leur situation de sous-développement et d'ingouvernabilité toujours progressifs et mettre leurs intelligences au chevet de la nation.

L'économie de la République Démocratique du Congo est qualifiée de *rente* parce qu'elle est soutenue par le même secteur malgré sa riche potentialité en sol et sous sol. Elle n'est toujours pas développée ou n'atteint pas une croissance envisagée faute de sa politique étant devenue inadaptée.

En effet, après plusieurs tentatives de relance des politiques publiques de développement en République Démocratique du Congo depuis son accession à l'indépendance, les paradigmes de production et de développement méritent les ajustements des valeurs et des tailles ou carrément doivent être changés au regard de sa potentialité énorme. Autrement dit, le modèle ancien hérité de l'époque coloniale qui continue à fonctionner jusqu'à présent a échoué et mérite d'être repensé. Ainsi, nous plaçons pour un modèle nouveau de production qui correspond à la grandeur de l'Etat congolais et qui sera axé non seulement sur la transformation des richesses mais aussi sur la diversification de son économie.

A ce sujet, le rapport de la CIA de 2005 sur comment sera le monde en 2020, dit ; pour que l'Afrique aille de l'avant, il faut qu'il ait « *le développement des richesses existantes ou l'expansion de nouvelles voies d'enrichissement resteront les deux facteurs déterminants. Même si les ressources minérales et naturelles ne sont pas distribuées de manière égale entre ces pays, l'Afrique subsaharienne en est dotée. Qui plus est, elle détient le potentiel pour accéder à l'autosuffisance alimentaire et pour devenir un exportateur de denrées agricoles, de produits animaux ou de la pêche* »¹⁶. C'est-à-dire au-delà d'une certaine injustice sociale voulue par les autorités étatiques, marquée par l'absence de la justice distributive des produits minérales et autres, il y a lieu de diversifier l'économie africaine ou de créer d'autres mécanismes d'enrichissement pour palier à ce problème.

Si vrai que l'Etat congolais serait le scandale géologique comme les gens le disent souvent, il n'y a pas une seule raison de voir son économie être focalisée sur les mêmes productions, notamment minière alors qu'il a une gamme de ressources riche en variété. Raison pour laquelle nous souhaitons que son économie passe de *rente* à une *économie diversifiée* en capitalisant tout ce qu'il a

¹⁶ Rapport de la CIA sur comment sera le monde en 2020 ? Robert Laffont, 2005, pp.224-25.

comme atouts et les transformer en une richesse réelle capable d'amener si pas au développement mais au progrès de la RDC.

III. DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE DE LA RDC-OCCIDENT ET LE SOUS DÉVELOPPEMENT

A ce jour, la crise du coronavirus a révélé la dépendance des Etats africains en général et congolais en particulier à l'égard de leurs exportations des matières premières. Le ralentissement de la demande et la baisse des cours du pétrole et d'autres produits miniers ont notamment contribué pour beaucoup à réduire le taux de croissance du continent. Cette dépendance excessive à l'égard de quelques produits de base rappelle la nécessité d'une plus grande diversification de l'économie du continent en général et plus particulièrement celle de la République Démocratique du Congo. Ainsi, une plus grande diversité économique permettrait de multiplier les secteurs d'activité dont dépend l'économie, réduisant ainsi la vulnérabilité des pays aux chocs endogènes car la diversification de l'économie consiste pour un Etat à élargir son espace et ses produits en développant plusieurs secteurs de production.

Ceci dit, l'Etat congolais devrait orienter sa politique sur quatre piliers stratégiques, à savoir :

- L'énergie (électricité nécessaire) ;
- Les infrastructures (voies de communication) ;
- L'industrie (des secteurs porteurs) ;
- Ressources humaines (capital humain)

Outre ces piliers stratégiques, il faudra pour l'Etat congolais de créer les parcs agro-industriels et/ou zones économiques spéciales suivant les spécificités des provinces. Autrement dit, il faut travailler sur la politique de développement par agglomération.

La même stratégie du pouvoir public devra s'appuyer sur le développement de six secteurs et filières qui sont :

- L'agriculture et la chaîne agro-alimentaire
- La forêt et les industries de transformation et commercialisation du bois
- Les mines ;
- Les bâtiments et matériaux de construction et/ou infrastructure ;
- Le tourisme et l'hôtellerie ;
- Les services financiers

Tous ces secteurs réunis, pourront faire de la République Démocratique du Congo, une plaque tournante commerciale de l'Afrique. Ce qui veut dire, si l'Etat congolaise met en place une bonne gouvernance, il ferait une bonne intégration rapide au niveau sous régional et régional.

Il sied de noter que le secteur primaire capte le plus gros, soit le double des investissements par rapport aux secteurs de l'industrie, de l'agriculture et des infrastructures. Cela traduit clairement le fait que la RDC n'investit pas encore suffisamment pour l'industrialisation de son économie et cela donne lieu à plusieurs conséquences, à savoir : un taux élevé d'importation des biens de consommation et l'exportation sans valeur ajoutée de ses ressources naturelles qui va la mettre dans un état de dépendance totale des économies émergentes.

Ainsi, il est impérieux que cette réalité puisse changer. La rente minière ; les ressources des hydrocarbures et les retombés du secteur des télécoms devraient venir en appoint financier et à la diversification de l'économie nationale qui est le levier de la croissance économique solide et durable qui devra prôner un développement équilibré de l'Etat.

A tout prendre, la diversification de l'économie nationale congolaise demeure un passage obligé pour booster la croissance économique et le développement durable qui soient profitables au peuple congolais qui vit dans une paupérisation indescriptible alors qu'il a une potentialité énorme qu'il faut transformer en richesse réelle gage de développement. C'est vraiment un paradoxe non justifié, inexplicable et insoutenable qui peut si l'on veut bien avoir la réponse sur *l'absence de leadership responsable* incapable de capitaliser les atouts de développement que regorge la RDC dont ses terres.

IV. TERRES ARABLES DE LA RDC : CAPITAL INDISPENSABLE POUR RÉINVENTER L'ÉCONOMIE CONGOLAISE

Avec ses 80 millions d'hectares de terres arables et/ou cultivables lui valant la place du deuxième pays de la planète après le Brésil, la République Démocratique du Congo est un pays aux diverses ressources nécessaires pouvant faciliter son développement. De par ses ressources du sol et du sous-sol, elle présente une bonne potentialité complètement non exploitée, alors qu'une fois mise en valeur, et exploitée, elle pourra booster l'économie congolaise, qui malheureusement depuis l'indépendance est toujours dépendante. C'est donc, une économie qui dépend de l'extérieure, soit c'est une économie qualifiée d'extravertie.

En effet, le défi permanent et stratégique est de savoir comment réussir la mutation ou transformation de son économie alors qu'il est observé depuis plusieurs années que les populations congolaises appliquent les mêmes marchés locaux et internationaux et subissent les mêmes baisses.

Cependant, face à cette façon de faire congolais, nous estimons qu'il faut réinventer l'économie congolaise tout en changeant le paradigme du développement et de production qui, pour l'avenir devra être axé sur la bonne gouvernance et l'innovation technologique et industrielle.

IV.1. Investissement en Agro-industrie : une résilience plurielle congolaise

L'agro-industrie est « l'ensemble des industries ayant un lien direct avec l'agriculture. Cela comprend donc l'ensemble des systèmes de productions agricoles et s'étend à toutes les entreprises qui fournissent des biens à l'agriculture (engrais, pesticides, machines) ainsi qu'à celles qui transforment les produits agricoles et les conditionnent en produits commercialisables. En ce sens, le secteur d'agro-industrie ne se limite pas aux seuls produits alimentaires, domaines exclusif au secteur agroalimentaire, mais englobe aussi les secteurs parallèles de valorisation des agro ressources : papiers, bioénergies, biomatériaux, cuirs, textiles, huiles essentielles, cosmétiques, tabac, etc. ».¹⁷ Donc, le terme agro-industrie renvoie à l'agriculture moderne, laquelle se rapporte à l'industrialisation. Il s'agit d'intrants dans les machines agricoles et les méthodes et techniques d'agricultures pour réaliser des économies dans la production, la création de nouveaux marchés à la consommation.

Investir en agro-industrie apparaît comme une opportunité et une nécessité pour le développement de la République Démocratique du Congo. Ainsi, le rapport de la Banque mondiale sur le développement du monde de 2008, insistait déjà sur la nécessité d'investir dans l'agriculture et l'agro-industrie pour accélérer la croissance et réduire la pauvreté.

Le secteur agricole est indispensable pour la transformation structurelle et même économique, qui au passage permet d'atteindre les objectifs du développement du fait qu'elle soit perçue comme un changement progressif de la composition des valeurs de production, qui, une fois réussie, permet au pays d'augmenter l'ensemble de revenus et d'améliorer de manière durable les conditions de vie de la population, en l'occurrence congolaise. Donc, cette transformation peut être faite par l'industrie manufacturière, c'est-à-dire, tirer vers le haut le secteur minimisable ou négociable. Ainsi, la transformation structurelle saura stimuler le développement économique et que l'industrie manufacturière puisse jouer un rôle clé et puisse induire le changement structurel propice à la croissance. Pour dire peu, il faut industrialiser le secteur agricole pour booster le développement et développer les capacités de résilience de l'Etat congolais face aux chocs endogènes et exogènes.

IV.2. Nécessité d'investir localement dans l'agriculture pour une bonne résilience

Le coronavirus est le révélateur de la vulnérabilité des économies dépendantes dont celle de la République Démocratique Congo. Ainsi dans le monde post-Covid-19, « le développement de l'agriculture demeure une étape essentielle tant elle permet de répondre à au moins deux défi majeurs : la

¹⁷ FAO : la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1997, les industries agroalimentaires et le développement.

diversification économique, qui est porteuse de croissance économique (IMF, 2016b), et la maîtrise du poids des importations sur les réserves de changes. De plus, un secteur primaire large permet à la phase de transformation structurelle de se réaliser dans l'objectif d'un développement socio-économique inclusif »¹⁸. Il est important que, le développement du secteur de l'agriculture soit classé au rang des priorités nationales par les autorités étatiques pour vaincre la crise alimentaire et construire sa résilience.

L'intérêt d'investir dans le secteur agricole est que l'Etat en tant que pouvoir organisationnel et organe de protection par excellence de la population doit être capable d'assurer la sécurité alimentaire de sa population et d'exporter le surplus de sa production au profit de ses citoyens. Car la sécurité dans son essence de manière générale et la sécurité alimentaire particulièrement sont les attributs du pouvoir public et de souveraineté de l'Etat. Il y a donc nécessité pour l'Etat congolais de repenser sa politique économique en ce moment de Covid-19 pour produire et consommer localement afin de ne pas trop sentir les conséquences économiques liées à la Covid-19 parce qu'il est sans nul doute, il y a bonne raison de croire que les Etats sérieux et responsables dans le monde post-Covid-19 s'occuperaient d'abord de la relance économique à vocation nationale. Autrement dit, dans le monde post-coronavirus, les Etats développeront un sentiment national ou le nationalisme en mettant en exergue les politiques publiques d'autosuffisance de telle sorte que beaucoup de leurs investissements soient orientés vers le besoin intra national ou local. Il n'y aura presque pas une attention vers l'extérieur de crainte que si leurs politiques de relances post-Covid-19 sont males orientées cela pourra avoir les conséquences directes ou indirectes sur les dirigeants des Etats. Ce qui veut dire que le coronavirus nous amène dans un *monde démondialisé ou la démondialisation* avec toutes ses implications. Il sera question de produire d'abord chez soi pour sa survie et sa résilience puis pensez en dehors de ses frontières si c'est nécessaire. D'où la nécessité pour l'Etat congolais de relancer sa politique agricole post-Covid-19 pour la survie de sa population et sa souveraineté pour justement faire de l'anticipation en développant ses capacités de résilience contre toutes les situations incertaines du genre de cette catastrophe causée par la Covid-19. Il faut donc, casser le mythe de dépendance pour des nouveaux repères et saisir l'opportunité qu'offre la Covid-19 pour finalement orienter les politiques développementales congolaises pour son nouveau départ. Ceci est possible pour l'Etat congolais qui à lui seul dispose « 80 millions d'hectares de terres arables dont 10 seraient mises en valeur, faisant de lui le 2^{ème} pays de la planète en terme de terres arables cultivables disponibles après le Brésil. La diversité de climat, la bonne densité, de réseau hydrographique, et une main d'œuvre abondante se présentant

¹⁸ Larabi Jaidi, Rapport annuel sur l'économie de l'Afrique, 2^{ème} éd, Policy center for the new South, 2020, .130.

comme atouts et attractions pour les investisseurs »¹⁹. C'est donc une opportunité pour la République Démocratique du Congo de voir avec un œil positif ce moment que lui offre la Covid-19 pour justement capitaliser ses atouts de développement dont ses 80 millions d'hectares des terres arables afin de construire sa puissance alimentaire à l'échelle mondiale.

V. PRÉSENTATION, ANALYSE ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS

L'ambition de ce point est modeste. Elle consiste à dégager, sommairement, les idées consensuelles autour des résultats de notre investigation. Lesquelles idées que nous présentons de manière quantitative et/ou statistique, suivies des interprétations pour enfin dégager une perception et/ou une pensée dominante sur notre problématique de recherche. Cette posture prise est ici présentée à la fois comme résultat de notre propre investigation dont nous assumons l'entière responsabilité comme auteurs, rédacteurs, mais aussi comme une connaissance commune à l'ensemble des différentes catégories interrogées.

L'usage des questions fermées et ouvertes a été observé pendant nos différents entretiens mais avec une prépondérance de la dernière au motif de permettre à nos enquêtés de pouvoir s'exprimer plus librement et clairement tout en prenant position. Certains points de vue recueillis ont été fidèlement intégrés et d'autres l'ont été après être filtrés tout en gardant la cohérence dans le travail.

Nous avons dans le cadre de cette étude prélevé un échantillon de 200 personnes. Autrement dit, il s'agit d'un fragment ou partie d'un ensemble qui représente l'ensemble à qui nous avons administré notre questionnaire de recherche de manière aléatoire en faisant fi de certaines considérations.

Le tableau ci-dessous présente le changement de paradigme de production pour une économie forte et le développement.

¹⁹ Lire la cinquième édition du Forum 2015 de l'Agribusiness de Kinshasa

Tableau 1 : Comment l'Etat congolais peut-il relancer son économie et sortir de sa dépendance perpétuelle de l'extérieur

N	Réponses	Fréquences	Pourcentages
1	Identifier les secteurs économiques touchés par la crise plurielle de la COVID-19 puis élaborer un plan stratégique et opérationnel de production pour une bonne relance post-COVID-19	39	19.5
2	Investir localement dans l'agriculture	105	52.5
3	Réinventer et diversifier l'économie congolaise tout en s'appuyant sur ses principaux déterminants présentant des avantages comparatifs.	56	28
	Total	200	100

Source : Nos investigations personnelles, Juillet-Août-Septembre 2022

Commentaire

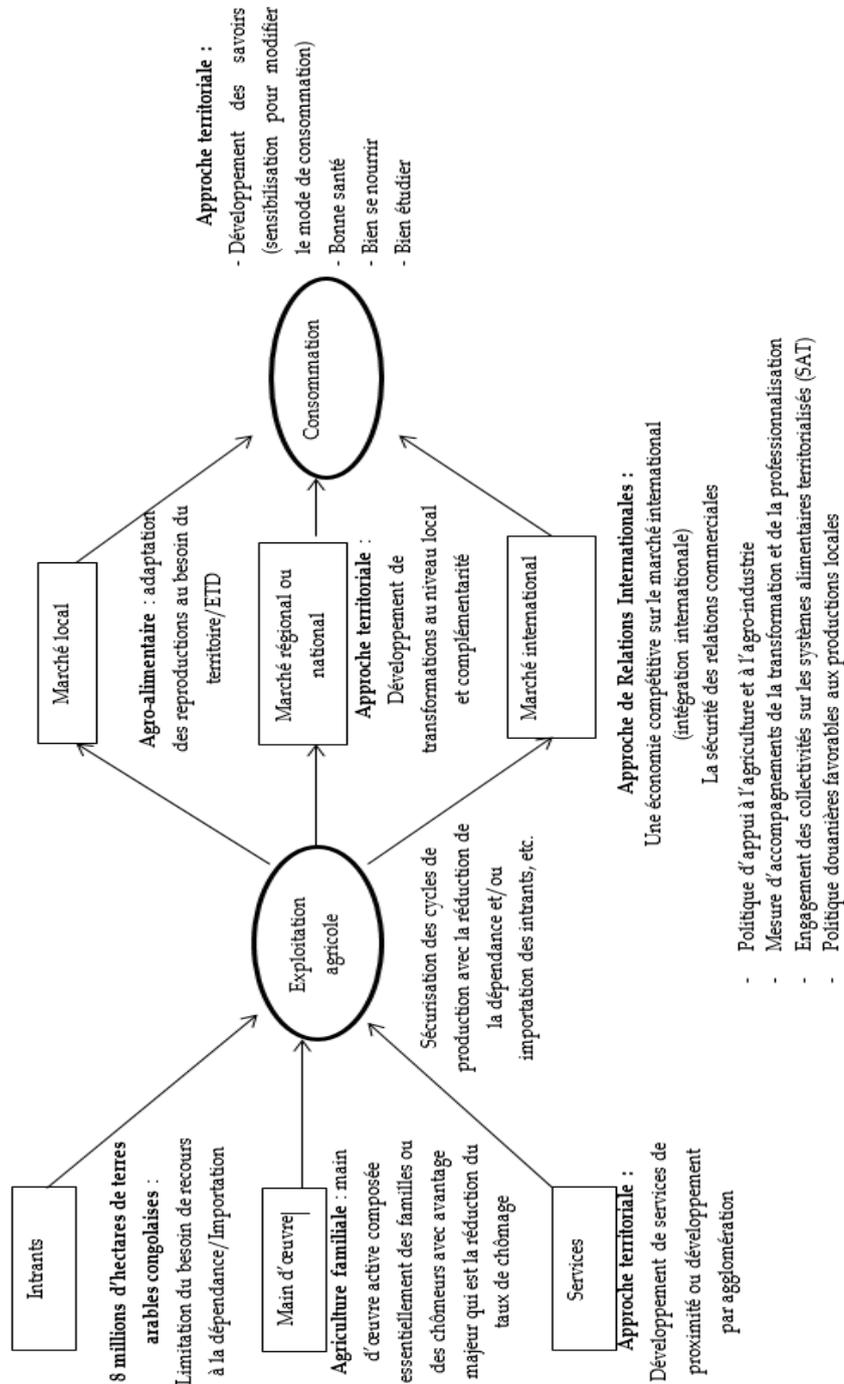
Les données du tableau ci-haut renseignent que 52,5 % de nos enquêtés soutiennent que la politique de relance de l'économie en République Démocratique du Congo soit axée sur l'agriculture pour une production locale conséquente afin que et mettre terme à la dépendance de l'extérieure. Les 28 % de nos enquêtés pensent qu'il faut réinventer et diversifier l'économie congolaise tout en s'appuyant sur ses principaux déterminants présentant des avantages comparatifs. Alors que 19.5 % des enquêtés de notre échantillon soutiennent qu'il ait d'abord l'identification des secteurs économiques en crise puis élaborer un plan stratégique et opérationnel de production pour une bonne relance susceptible d'amener à un développement durable.

Tout compte fait, nous comprenons de ces résultats de notre enquête que tout le monde souhaite que l'Etat congolais sorte de sa dépendance extérieure pour une indépendance qui soit, non seulement politique mais aussi économique. Autrement dit, Il faut changer le paradigme de production en RDC qui depuis l'indépendance jusqu'à ce jour, produit les mêmes tares. Ce changement doit se faire en apportant des transformations structurelles beaucoup plus profondes.

Le schéma ci-dessous montre de manière non exhaustive des solutions aux problèmes ayant asphyxié l'économie congolaise et explique comment la politique agro-industrielle se présente comme une résilience économique congolaise capable de faciliter son intégration, son développement durable et la rendre beaucoup plus compétitive.

CONSTRUCTION D'UN MODÈLE D'ÉCONOMIE RÉSILIENTE ET COMPÉTITIVE

INVESTISSEMENT EN AGRO-INDUSTRIELLE



CONCLUSION

La République Démocratique fait face à beaucoup de problèmes qui la mettent dans le carcan du sous développement. Au nombre de ces problèmes, figure l'absence de la bonne gouvernance, la nature de son économie ou mieux son système économique devenant archaïque qui depuis l'époque coloniale jusqu'à ce jour produit les mêmes tares. Ainsi, il s'impose une impérieuse nécessité de changer le paradigme de production en RDC pour une économie forte et intégrée, gage de développement.

Face à cette réalité, l'Etat congolais doit avec toute rationalité, réinventer son économie tout en s'appuyant sur ses principaux déterminants présentant certains avantages comparatifs dont ses forêts, ses eaux et sa situation géographique au cœur de l'Afrique. Ainsi, avec ses 80 millions d'hectares des terres arables, la République Démocratique du Congo pourra faire de l'agriculture pour assurer sa croissance économique puis exporter le surplus de sa production au niveau régional. Ceci faciliterait son intégration.

Enfin, il est recommandé à l'Etat congolais, comme pouvoir de régulation, de pouvoir diversifier l'économie. C'est-à-dire, partir de l'économie de rente à une économie diversifiée.

Enfin, il va falloir promouvoir l'investissement et la transformation locale pour assurer son indépendance économique.

Telle est la façon dont nous avons abordé la question de bonne gouvernance et développement du tiers-monde avec une étude appliquée en République Démocratique du Congo.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. AKINDÈS Francis, Les mirages de la démocratie en Afrique subsaharienne francophone, Codesria, 1995.
2. Bayart Jean-François, *L'Etat en Afrique. La politique du vendre*, Fayard, 1989.
3. CAPUL J.Y., et alii., *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Paris, Hatier, 2005.
4. FAO : La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1997, les industries agroalimentaires et le développement.
5. LARABI Jaidi, Rapport annuel sur l'économie de l'Afrique, 2^{ème} éd, Policy center for the new South, 2020
6. LISENGA Joël, *Leadership politique et sous-développement en RD Congo. La ville dekisangani et ses élites postcoloniales*, L'Harmattan, Paris, 2021.
7. MAFIKIRI TSONGO Angélu, *Gouvernance et Acteurs de développement. Région de Butembo/RD Congo*, L'Harmattan, Paris, 2021.
8. Rapport de la CIA sur comment sera le monde en 2020 ? Robert Laffont, 2005
9. WETSHODIMA YOLE YALONGA Georges, Notes du séminaire des problèmes de développements des pays du tiers-monde, 3^{ème} Cycle SPA, FSSAP, UNIKIN, 2021-2022, inédit.
10. http://www.memoireonline.com/05/07/471/m_developpement-humain-dans-les-pvd1.html, consulté le 04/08/2015 à 15h45'.
11. https://www.journalsdunet.fr/business/dictionnaire-économique-et-financier/1199067-tiers-monde-définition_traduction-et-synonymes
12. https://www.journalsdunet.fr/business/dictionnaire-économique-et-financier/1199067-tiers-monde-définition_traduction-et-synonymes
13. <http://www.google.com>, HIGGINS, Economie du développement (1959), consulté en ligne le 04/08/2015 à 16h22'
14. <http://www.google.com>, Africa-in wikipédia, Bonne gouvernance principes sous-jacents, consulté le 18/06/2022 à 10h41'
15. www.internaconelsocialista.org/comtes/africa/prioritate-socialitas-en-africa-reunion-de-le-en-niger/introduction-bonnegouvernance-et-le-developpement-économique